

Résolution n° 3

Une démarche de syndicalisme rassemblé pour construire le rapport de force

LES CONTRADICTIONS ET DIFFICULTÉS DU SYNDICALISME FRANÇAIS

UN SYNDICALISME ÉMIETTÉ, UN TAUX DE SYNDICALISATION PARMIS LES PLUS FAIBLES

Bien qu'en difficulté, le syndicalisme représente la plus grande force organisée du mouvement social. Cela lui confère des responsabilités majeures.

Nous avons l'ambition de construire un rapport de force tourné vers le progrès social. Nous inscrivons notre action dans un combat qui vise l'émancipation des salariés, qui libère la société de toutes formes d'exploitation.

La CGT agit pour une société démocratique, libérée de l'exploitation capitaliste et des autres formes d'exploitation et de domination, contre les discriminations de toutes sortes, le racisme, la xénophobie et toutes les exclusions.

Notre action se situe dans la continuité des valeurs fondatrices de la CGT, de justice sociale, de solidarité, de rassemblement, de démocratie, d'unité de tous les salariés.

Nous voulons construire dans l'Éducation nationale, avec les personnels, une force solidaire, puissante et dynamique pour combattre les reculs sociaux, fonder des droits nouveaux et imposer, en créant les convergences d'action nécessaires avec l'ensemble des salariés, des parents et des jeunes, une autre politique éducative.

Le 4^e Congrès en 2002 notait : *"de scission en scission... le paysage syndical se complexifie et engendre de nouvelles compétitions. Il s'émiette, mobilise les énergies militantes de chaque camp, ce qui ne conduit pas à renforcer la présence syndicale, ni à dégager de véritables dynamiques"*.

La France est l'un des pays industrialisés qui affiche le plus faible taux de syndicalisation (8,2 %, secteurs public et privé confondus). 1 845 000 personnes sont syndiquées sur un effectif total de 21,71 millions de salariés. C'est deux fois moins qu'il y a 25 ans.

Le syndicalisme est aujourd'hui à la recherche d'une efficacité nouvelle. Il s'agit de lui faire franchir une étape décisive dans la construction du rapport de force en recherchant en permanence l'élargissement de son influence.

LES ATTENTES VIS-À-VIS DU SYNDICALISME SONT TOUJOURS TRÈS FORTES

Depuis 10 ans des luttes revendicatives importantes se sont développées dans l'Éducation nationale : en 98 en Seine Saint Denis, dans les établissements du premier degré dans le Gard puis la Loire-Atlantique. En 2000 c'est au niveau national autour du statut des PLP qu'une grève puissante se construit. Les personnels de l'Éducation sont très présents en 2003 -grèves reconductibles dans de nombreux départements- contre les mesures de décentralisation libérale et le plan Fillon de remise en cause des retraites. En 2005 c'est le refus de la loi d'orientation imposée par Fillon qui mobilise lycéens et personnels. Au printemps 2006 avec les étudiants, les lycéens, l'ensemble des salariés obtiennent le retrait du CPE après une lutte exceptionnelle : occupation des universités, plusieurs millions de salariés participent aux grèves et aux manifestations. La détermination du mouvement a raison de l'arrogance du premier Ministre de Villepin. En 2006/2007 plusieurs journées de grève, à l'appel d'une intersyndicale très large, marquent la mobilisation unitaire des personnels durant l'année scolaire contre les attaques statutaires du décret de Robien... Autant d'actions qui montrent la permanence d'une forte activité et les potentiels de renouvellement du syndicalisme dans notre milieu.

La démarche revendicative et la stratégie adoptée par le 46^e confirmée par le 47^e et le 48^e congrès confédéral proposent des orientations permettant d'affronter les difficultés que rencontre le mouvement syndical aujourd'hui.

Les salariés, actifs, privés d'emploi, retraités, accordent une confiance accrue au syndicalisme, notamment à la CGT, en particulier parmi les 25/35 ans.

Ces atouts doivent nous permettre de progresser et de dépasser le faible taux de syndicalisation ainsi que l'émiettement des forces syndicales qui sont autant de réalités handicapant le déploiement de l'action.

C'est le sens de la démarche de la CGT pour un syndicalisme rassemblé. Cette stratégie, qui correspond à la situation actuelle du syndicalisme, n'hypothèque pas pour autant la recherche d'une unité qui pourrait, à terme, voir la réunification du syndicalisme.

Il faut réfléchir dès maintenant au processus capable de mettre un terme à l'éclatement toujours plus grand du mouvement syndical et enclencher un processus d'unification des forces syndicales qui le souhaitent. L'UNSEN impulsera cette réflexion au sein de la FERC et de la CGT.

Les diverses enquêtes d'opinion, les résultats aux élections professionnelles, dans le privé comme dans le public, avec des participations plus élevées, la progression des adhésions attestent de cette évolution positive de l'opinion des salariés. En témoigne, pour sa part, le renforcement constant de l'UNSEN depuis plusieurs années.

Le crédit grandissant accordé par les salariés au syndicat renforce sa responsabilité, et plus particulièrement celle de la CGT, pour s'opposer avec force aux attaques menées par le pouvoir politique et par le MEDEF, en matière de droit du travail et de droits sociaux de droit de grève. Il se doit de ne pas décevoir.

DES DIFFICULTÉS À SURMONTER

Le syndicalisme est aujourd'hui la principale force organisée, mais sa division, qui correspond trop souvent à des différences de conception du rôle d'une organisation syndicale semant le trouble dans l'esprit de nombre de salariés, est un frein à la syndicalisation. Aujourd'hui, il existe une fracture entre un syndicalisme d'accompagnement de la politique libérale et un syndicalisme de rupture et d'opposition à cette politique. C'est comme cela que s'opère la recomposition syndicale.

A l'inverse d'une logique d'accompagnement, la CGT est porteuse d'un syndicalisme de défense des acquis sociaux et de transformation sociale.

Un des rôles du syndicalisme est de donner des réponses aux urgences sociales en portant des propositions émancipatrices. Notre démarche syndicale est articulée autour des revendications des personnels, de méthodes de luttes démocratiques et porteuses d'un projet qui donne de l'espoir face au libéralisme.

La responsabilité de la CGT est d'aider à sortir des impasses de la division syndicale et de l'absence de perspectives de progrès.

La CGT fait résolument le choix d'un syndicalisme unitaire. Elle propose aux autres organisations syndicales, au-delà des divergences existant entre ces organisations, des accords unitaires (par exemple sur la défense des services publics, les conditions de travail, d'emploi et de rémunération, la protection sociale et les

retraites, la défense des sans papier...) qui peuvent rassembler largement, à un moment donné, les salariés et leur permettre de construire un réel rapport de forces, dans la mesure où ces accords unitaires sont compatibles avec les repères revendicatifs essentiels de la CGT.

Le secteur de l'Éducation expérimente, certes avec difficultés, la mise en application de stratégies d'unité d'action qui ont permis le développement, même insuffisant, des résistances de 2003 sur la retraite. L'unité d'action a tenu et s'est développée notamment dans le cadre d'une interfédérale, que ce soit lors des luttes contre les lois Fillon ou De Robien ou celles contre le CPE.

Malgré l'émiettement, la diversité et la "compétition", ainsi que les évolutions de l'UNSA et de la FSU qui ont élargi leur champ de syndicalisation, l'unité d'action syndicale s'est notamment appuyée à la fois sur l'unité syndicale et les assemblées générales des enseignants en grève.

Il (le secteur de l'Éducation) se caractérise par l'action unitaire. Depuis maintenant plusieurs années, une interfédérale, malgré les différences d'approche, et le fait que n'y participe pas encore l'ensemble des organisations syndicales, a contribué à faire vivre cette réalité.

La CGT Educ'action doit contribuer à l'élargissement de cette interfédérale à d'autres organisations. Cette démarche unitaire et l'action unitaire construite à la base dans les assemblées générales et les coordinations, y compris sur une base interprofessionnelle, ont été ensemble les facteurs déterminants de l'ampleur du mouvement de 2003 dans notre secteur et au-delà. Étendue au plan interprofessionnel, cela montre la voie de l'élargissement des luttes.

Il convient de favoriser clairement la construction d'une unité syndicale la plus large possible sur la base des revendications des salariés actifs et sans emplois, pensionnée et retraitée. Pour ce faire, leur intervention est déterminante.

LES LEVIERS POUR CONSTRUIRE UNE DYNAMIQUE DE RASSEMBLEMENT DU MONDE DU TRAVAIL

UN SYNDICALISME RASSEMBLÉ, DE PROPOSITIONS ET DE LUTTES, S'APPUYANT SUR LA DÉMOCRATIE

Le syndicalisme rassemblé demeure une nécessité incontournable, du lieu de travail jusqu'au niveau national interprofessionnel. Mais pour en créer les conditions, le volontarisme unitaire ne suffit pas.

De manière constante, l'UNSEN et ses organisations départementales et académiques visent à cette recherche d'unité et de rassemblement.

Cependant, l'unité ne peut être seulement de sommet. L'UNSEN y contribue en s'adressant aux autres organisations dans une recherche de convergence revendicative et de développement de l'action.

Mais, sans engagement large des salariés, il est plus difficile d'aboutir à des accords unitaires.

C'est pourquoi il est nécessaire de développer des initiatives multiformes pour informer et débattre de ces questions avec les salariés et dans le syndicat.

Le contenu, le fondement de l'action doivent être en permanence soumis aux syndiqués et aux salariés, et discuté.

Il convient de mettre en oeuvre un syndicalisme qui agit et négocie, à partir d'une démarche revendicative qui allie défense des droits et conquêtes nouvelles, un syndicalisme de lutte et de propositions qui s'appuie sur la démocratie, par la participation et la consultation des syndiqués, actifs et retraités, des salariés.

Dans la perspective de contribuer à la mise en place d'une démarche de démocratie sociale, la CGT, avec ses syndiqués, travaille à la construction de propositions alternatives en les confrontant à l'avis des salariés, en débattant avec eux.

Dans cette perspective, il est souhaitable que le calendrier des débats permette matériellement à tous les SDEN d'organiser la concertation afin de construire ensemble les positions nationales.

Dans cette perspective, elle développe l'information, en articulant constats, analyses, propositions revendicatives et perspectives d'action. La grève reste le moyen de pression principal des travailleurs face au patronat.

Dans cette perspective, elle élabore des argumentaires pour répondre au besoin d'information. Ils constituent des supports susceptibles de favoriser l'engagement.

Aujourd'hui, l'information a un impact déterminant. Les organisations de l'UNSEN, du national au local, doivent montrer qu'il y a d'autres solutions que la régression sociale, le recul des droits et de la protection sociale dans le contexte de mondialisation actuel. C'est dans cet état d'esprit que la CGT engage une vaste campagne d'information et de sensibilisation sur la retraite et que La CGT Educ'action développe un effort d'information autour des questions liées aux réformes dans l'Éducation Nationale.

Les revendications et propositions avancées par la CGT doivent être mieux diffusées et débattues avec les salariés.

Lorsqu'elles sont porteuses d'exigences largement partagées, les luttes sont puissantes et l'unité des travailleurs devient incontournable.

Cependant, lorsque les revendications sont largement partagées et même si l'unité syndicale n'a pas pu être réalisée, la CGT se doit de prendre ses responsabilités et d'engager l'action en y appelant l'ensemble des salariés.

L'UNITÉ DES SALARIÉS : UNE DÉMARCHÉ PERMANENTE

La recherche de convergences d'action entre les différentes catégories de personnels est indispensable. Que ce soit dans le cadre fédéral ou interprofessionnel, les organisations de l'UNSEN, du national au local, doivent s'impliquer dans cette recherche de convergences.

- Dans les écoles, collèges, lycées, Instituts Universitaires de Formation des Maîtres (IUFM), GRETA, MGI...

- entre personnels d'éducation, d'enseignement, de direction, d'orientation, d'administration, techniciens, ouvriers de santé et de service,
- entre titulaires, stagiaires et précaires,
- entre instituteurs, professeurs des écoles, ATSEM et assistants de vie scolaire,
- entre personnels du public et du privé avec les personnels des Centre de Formation d'Apprentis (CFA) et les personnels des Groupements d'Intérêt Public (GIP) le plus souvent contractuels,

- où les syndicats départementaux ont un rôle de contact, d'organisation et de suivi.

Cette recherche de déploiement est aussi à faire vivre dans les villes, regroupements de communes et départements.

La CGT et la CGT Educ'action avec sa fédération lutte contre toutes les discriminations, elles participent à différents collectifs, comme le collectif de l'Éducation contre les « LGBTphobie ». Dans ce cadre elle participe à l'organisation de colloques, de manifestations diverses et de publications en direction des personnels. Elle organise une formation syndicale axée sur ces formes de discrimination.

La lutte pour l'égalité entre femmes et hommes fait partie de nos valeurs fondamentales. L'UNSEN continuera de la mettre en oeuvre au sein de ses instances, de favoriser partout la mixité, et d'intégrer la dimension de genre au cœur de ses différents débats. La CGT agira de manière volontaire et affirmée pour faire appliquer l'égalité entre les salariées et les salariés de l'Éducation nationale et empêcher toute forme de discrimination ou de harcèlement.

UNE ORGANISATION AU SERVICE DES LUTTES

Dans sa recherche de convergence et de solidarité interprofessionnelle, notamment entre public et privé, l'activité permanente du syndicat est indispensable.

Dans le but de rechercher l'élargissement des mobilisations pendant les luttes, cette activité syndicale doit s'articuler avec des formes ponctuelles d'organisation (coordinations, assemblées générales), qui ne se substituent pas à l'activité permanente du syndicat mais où la CGT doit prendre toute sa place, dans un surcroît d'implication militante.

La démarche syndicale de défense des intérêts des salariés et des personnels percute quotidiennement les prises de positions, les choix, les décisions libérales du MEDEF et des gouvernements qui le soutiennent. A ce titre, le syndicalisme, principale force organisée du mouvement social, voit naturellement son activité prendre une dimension politique.

Pour autant, face à la crise du politique et à l'absence de perspective que celle-ci induit, le syndicalisme ne se substitue pas au politique. Le syndicalisme est indépendant vis-à-vis des partis politiques et refuse toute co-élaboration au soutien et au projet politique global.

Mais indépendance n'est pas synonyme de neutralité ; c'est pourquoi la CGT prend toute sa place dans le débat public. C'est dans cet esprit que le CCN de la CGT a analysé et rejeté le projet traité constitutionnel européen qui a été repoussé par plus de 55 % des électeurs. C'est dans cet esprit que la CGT s'est exprimé dans la campagne des élections présidentielles en s'adressant aux salariés.

La place de la CGT auprès des salariés en difficulté, quel que soit le domaine (par exemple salariés privés d'emploi, victimes de discriminations, des sans papiers avec RESF, ou en lutte pour sauver leur emploi...), son engagement dans la défense des services publics l'amènent à intervenir et à se positionner sur des problèmes généraux. Cette intervention est nécessaire pour permettre l'exercice d'un syndicalisme de lutte au plus près des revendications et des besoins des salariés.

Le syndicalisme CGT s'engage aux côtés de tous ceux qui veulent donner une nouvelle dimension à l'action revendicative en Europe et dans le monde, tout en gardant le caractère essentiellement combatif de ce syndicalisme de lutte contre le libéralisme qui s'oppose au progrès social et au partage solidaire des richesses produites. Nos revendications s'inscrivent dans le cadre de la lutte contre la mondialisation économique et de ses outils OMC, AGCS, la BIRD, FMI...

Les enjeux autour de l'Europe sont complexes et déterminants. Les prises de position de la CGT à la CES doivent faire l'objet d'une large diffusion et doivent être prises dans la transparence et en cohérence avec les revendications et propositions du syndicat. Les syndiqués doivent pouvoir participer à l'élaboration de la stratégie de la CGT au sein de la CES.

C'est le sens de la participation active d'organisations (comme celle de la FERC dont l'UNSEN) et de militants CGT aux forums sociaux mondiaux et européens.

De nouvelles relations et convergences se tissent avec de plus en plus de composantes du mouvement social dans le respect des identités et responsabilités de chacun.

L'UNSEN s'est engagée dans le processus de création de la Confédération Syndicale Internationale (CSI). La CGT est partie prenante du rassemblement des travailleurs du nord et du sud. Pour la part qui lui revient, l'UNSEN, au sein de la FERC, s'engage pour la réussite de celui-ci, de même au sein de l'Internationale de l'Éducation (IE) à laquelle nous adhérons cette année.